SOMMET ÉTATS-UNIS–EUROPE

Obama et Sarkozy s'opposent sur l'entrée de la Turquie dans l'UE

Le président américain Barack Obama a plaidé hier en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, mais s'est vu immédiatement adresser une fin de non-recevoir par le président français Nicolas Sarkozy, opposé à cette perspective.

«Les Etats-Unis et l'Europe doivent aborder les musulmans comme nos amis, nos voisins et partenaires dans la lutte contre l'injustice, l'intolérance et la violence», a déclaré M. Obama lors d'une intervention devant les dirigeants de l'UE à Prague, retransmise en direct à la télévision.

«Evoluer vers l'adhésion de la Turquie à l'UE constituerait un signal important de votre engagement dans ce sens et assurerait que nous continuons à ancrer fermement la Turquie en Europe», a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni militent depuis longtemps pour une adhésion de la Turquie à l'UE. Mais les pourparlers d'adhésion de la Turquie au bloc européen, entamés en octobre 2005, marquent actuellement le pas. Certains pays comme la France ou l'Allemagne sont opposés à la perspective de voir ce pays entrer dans l'UE et privilégient une association étroite avec lui. Le président français Nicolas Sarkozy a immédiatement adressé une fin de non-recevoir au plaidoyer de Barack Obama, réaffirmant son hostilité à l'adhésion de la Turquie.

«Je travaille main dans la main avec le président Obama, mais s'agissant de l'Union européenne, c'est aux pays membres de l'Union européenne de décider», a déclaré M. Sarkozy, interrogé sur la chaîne française de télévision TF1, en duplex depuis Prague où il participe au sommet UE-Etats-Unis.

«J'ai toujours été opposé à cette entrée et je le reste. Je crois pouvoir dire qu'une immense majorité des Etats membres de l'UE est sur la position de la France», a-t-il ajouté. «La Turquie, c'est un très grand pays allié de l'Europe et allié des Etats-Unis. Elle doit rester un partenaire

privilégié, ma position n'a pas changé», a déclaré le chef de l'Etat. Barack Obama devait se rendre hier en fin d'après-midi en Turquie pour une visite de deux jours. La Turquie espère que ce déplacement permettra de remettre sur les rails des rapports bilatéraux mis à mal par l'opposition turque à la guerre en Irak. M. Obama a permis samedi d'éviter une crise au sein de l'Otan en obtenant l'approbation d'Ankara à la nomination du Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen comme nouveau secrétaire général de l'Alliance.

Candidat des Etats-Unis et de plusieurs grands pays européens, M. Rasmussen était mal vu par Ankara en raison de son soutien au journal danois qui a publié en 2005 des caricatures controversées de Mahomet et du refus de Copenhague de faire interdire une chaîne kurde émettant depuis le Danemark.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué samedi que ce revirement suivait le fait que le président Obama se soit porté «garant» d'un certain nombre d'engagements, qu'il n'a pas précisés.

FRANCE

Des dizaines d'interpellations suite aux violences anti-Otan

Les violences lors de la manifestation anti-Otan samedi à Strasbourg (est) ont donné lieu à des dizaines d'interpellations et fait une cinquantaine de blessés légers, ont indiqué hier les autorités françaises.

Interrogé sur TF1 depuis Prague où se tenait le sommet UE-USA, le président français Nicolas Sarkozy a salué le «travail remarquable» des forces de l'ordre, alors que des Strasbourgeois se sont interrogés sur l'absence de policiers au moment des violences. Des bâtiments ont été endommagés et incendiés dans un quartier déshérité proche de la frontière avec l'Allemagne, et la population était sous le choc hier. «Il n'y a eu à déplorer aucun mort, et même aucun blessé parmi les manifestants», a répondu le chef de l'Etat, qui a souhaité que les «casseurs soient punis avec la plus extrême sévérité». Les violences ont fait 49 blessés légers, dont 15 parmi les forces de l'ordre et les pompiers et un journaliste, a de son côté annoncé la préfecture. «Les dégâts matériels sont très importants mais restent néanmoins limités» au seul quartier proche du Pont de l'Europe, où se sont déchaînés les manifestants les plus violents, les Black Blocks — des militants issus des autonomes allemands.

Ces manifestants, au nombre d'environ 2 000, «se sont attaqués indistinctement à des bâtiments publics et privés», a indiqué la préfecture, soulignant que le service d'ordre interne aux militants anti-Otan a été «débordé en permanence».

Les responsables d'organisations pacifiques se sont désolidarisés hier des violences qui ont émaillé la manifestation. «Je regrette profondément ce qui a eu lieu hier», a déclaré l'Allemand Reiner Braun, porte-parole du Comité international de coordination du contre-sommet de l'Otan, «c'était comme une gifle pour le mouvement pacifiste, la violence n'a fait que soutenir l'Otan». «Nous devons nous détacher de ce type d'action», a déclaré pour sa part l'Américain Joseph Gerson, responsable d'une autre organisation pacifiste. Les forces de l'ordre ont procédé à 300 interpellations en marge du sommet, a annoncé, pour sa part, la ministre française de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie. «En ce qui concerne les manifestants les plus violents, nous les suivions depuis trois jours, nous les avons empêchés de commettre un certain nombre d'exactions, ils ont harcelé les policiers (...) Il y a eu 300 interpellations auxquelles on a procédé», a-t-elle dit sur la radio RTL.

Le substitut du procureur à Strasbourg a indiqué qu' «une poignée» sur «une bonne dizaine» de manifestants interpellés par la police et en garde à vue doivent être jugés en comparution immédiate aujourd'hui. Parmi eux figurent trois Allemands, deux âgés de 24 ans et un de 25 ans, a-t-il précisé. La manifestation internationale, organisée à l'issue du sommet de l'Otan par des opposants à l'Alliance atlantique, a rassemblé 10 000 personnes selon la préfecture, 30 000 selon les organisateurs. En face d'eux, le dispositif comptait quelque 10 000 policiers et gendarmes.

ESPAGNE

La droite passe devant les socialistes dans un sondage

L'opposition de droite espagnole, le Parti populaire (PP), est passée devant le Parti socialiste (PSOE) au pouvoir, dans un sondage publié hier par le journal *Publico*, pour se situer à son meilleur niveau depuis les législatives de 2008.

Selon cette enquête réalisée auprès de 3 205 personnes entre le 25 février et le 18 mars, le PP monte à 40,7 % en intentions de vote, cinq points de plus que lors de l'enquête précédente datant de janvier tandis que le PSOE descend à 39,2 %, un point de moins qu'en janvier.

La droite tire avantage de sa victoire aux élections régionales du 1er mars en Galice (nord-ouest) où le PP a retrouvé la majorité absolue à l'assemblée régionale, analyse *Publico*. Parallèlement, les électeurs pénalisent le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero pour «sa gestion de la crise» économique sévère qui frappe le pays depuis plus d'un an, estime le journal.

La cote de popularité de M. Zapatero recule à 4,4 points – sur une échelle de 0 à 10 points – contre 4,5 points en janvier et se trouve désormais à égalité avec le leader du PP, Mariano Rajoy (4,4 points contre 4 points en janvier). *Publico* note qu'un récent scandale de corruption, qui a éclaboussé plusieurs cadres et hauts responsables du PP, est apparemment sans conséquence pour la droite. L'Espagne connaît depuis 2008 une crise profonde marquée par une envolée du chômage avec 15,5 % de la population active sans emploi en février, soit le taux le plus élevé de la zone euro, par un effondrement du marché immobilier et du secteur de la construction, et par un coup d'arrêt brutal dans le secteur automobile national.

LANCEMENT DE LA FUSÉE NORD-CORÉENNE

Condamnations occidentales, réserve hier de Moscou et Pékin

Le lancement hier d'une fusée par la Corée du Nord a été condamné par les Etats-Unis et par leurs alliés asiatiques et occidentaux, cependant que la Chine et la Russie restaient réservées et appelaient toutes les parties concernées à la retenue.

Alors que Pyongyang assure avoir placé un «satellite» de télécommunication civil en orbite, le président américain Barack Obama a affirmé qu'il s'agissait d'un missile et a qualifié le tir de «provocation».

«Le lancement aujourd'hui d'un missile Taepodong-2 était une claire violation de la résolution 1718 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui interdit expressément à la Corée du Nord de mener des activités liées à des missiles balistiques», a-t-il dit à Prague, où il participait à un sommet entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Les Etats-Unis et le Japon, survolé pendant plusieurs minutes par la fusée, ont immédiatement appelé à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, obtenant gain de cause.

Le secrétaire général de l'ONU, le Sud-Coréen Ban Ki-moon, a «regretté» le lancement de la fusée qui «va à l'encontre des efforts pour promouvoir le dialogue, la paix régionale et la stabilité». Le Premier ministre japonais Taro Aso a dénoncé un «acte extrêmement provocateur». «Nous voulons traiter le problème nord-coréen en coopération avec la communauté internationale, y compris cette question qui est clairement une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il dit.

Ensemble, la Russie et le Japon ont souligné la nécessité de poursuivre les pourparlers à six sur le nucléaire nord-coréen. Ces négociations à six qui comprennent les deux Corées, les Etats-Unis, la Chine, le Japon, et la Russie, actuellement enlisées, visent à faire renoncer le régime communiste à ses ambitions atomiques en échange d'une importante aide énergétique.

L'autre allié de Washington dans la région, la Corée du Sud, a également dénoncé l'initiative de Pyongyang comme une «violation flagrante» de la résolution 1718 de l'ONU adoptée en 2006. Après que la présidence tchèque de l'Union européenne eut «fermement» condamné le tir et «engagé instamment» la Corée du Nord à se conformer à la résolution de l'ONU, Washington et l'UE ont appelé ensemble à une réponse de l'ONU après ce lancement. Même condamnation «ferme» du ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband et de Berlin qui a fait état d'«une claire provocation».

Le président français Nicolas Sarkozy a aussi dénoncé ce lancement comme «une provocation», appelant à «l'union de la communauté internationale pour sanctionner un régime qui ne respecte aucune des règles internationales». «Le tir qui a eu lieu n'est pas illégal en soi. Ce qui fait douter, c'est que l'engin qui a été lancé pourrait être utilisé non pas pour lancer des satellites de communication mais pour transporter des armes, et notamment des armes nucléaires», a déclaré le secrétaire général de la présidence française sur la radio privée Europe 1.

Pour sa part, le diplomate en chef de l'UE Javier Solana a déclaré que les Nord-Coréens «savaient qu'ils ne devait pas» procéder au lancement d'un «missile» et qu'ils s'exposent donc en toute connaissance de cause à des sanctions de la part du Conseil de sécurité. L'Australie a également fermement condamné le lancement nord-coréen, que son Premier ministre Kevin Rudd a jugé «provocateur» et violant les résolutions de l'ONU. Le numéro deux du gouvernement israélien Silvan Shalom a appelé à un durcissement des sanctions internationales contre l'Iran et la Corée du Nord. En revanche, la Chine et la Russie, deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ont adopté des positions plus nuancées, s'abstenant de critiquer Pyongyang.

Alliée et voisine de la Corée du Nord, la Chine a déclaré avoir «pris acte du fait que la Corée du Nord (avait) procédé à un lancement».

«Nous espérons que les parties concernées feront preuve de calme et de retenue, pour gérer la situation de façon adéquate et maintenir la paix et la stabilité dans la région», a ajouté le ministère chinois des Affaires étrangères. La Chine est toujours liée par un accord de défense avec la Corée du Nord. La Russie a également appelé à la retenue. «Nous cherchons à savoir s'il s'agit d'une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et appelons toutes les parties concernées à se garder de toute action qui pourrait entraîner une escalade des tensions dans la péninsule coréenne», a déclaré un responsable du ministère des Affaires étrangères. Moscou livrera sa réaction officielle une fois que ses experts auront fini d'examiner le lancement nord-coréen, a indiqué ce porte-parole du ministère russe.

«Le lancement de la fusée a été surveillé depuis Moscou. Il n'a clairement pas dévié de sa trajectoire. Mais tout cela doit être étudié par des experts militaires», a-t-il ajouté.